

**ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
HISTOIRE**

Sujet :

**Enseigner « La République, trois républiques »
en classe de première**

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme d'histoire de classe de première des séries générales, B.O. spécial n° 9 du 30 septembre 2010, et de la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire de classe de première L/ES/S, Marielle Chevalier, Xavier Lapray (dir.), Paris, Hatier, 2015, p. 242-243.
- **Document C** : Manuel d'histoire de classe de première L/ES/S, David Colon (dir.), Paris, Belin, 2015, p. 292-293.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Pascal Gauchy, « L'histoire politique contemporaine, essai bibliographique », in Jean-François Sirinelli, Pascal Gauchy, Claude Gauvard (dir.), *Les historiens français à l'œuvre, 1995-2010*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p. 199-204.
- **Document E** : Luc Rouban, *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, Paris, La documentation française, 2018, p. 187-193.

Document A : Extraits du programme d'histoire de classe de première des séries générales, B.O. spécial n° 9 du 30 septembre 2010, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

Thème 5 - Les Français et la République

| Questions | Mise en œuvre |
|---|--|
| La République, trois républiques | <ul style="list-style-type: none">- L'enracinement de la culture républicaine (les décennies 1880 et 1890)- Les combats de la Résistance (contre l'occupant nazi et le régime de Vichy) et la refondation républicaine- 1958-1962, une nouvelle République |

Extraits de la fiche Eduscol

PROBLEMATIQUES

Par son intitulé qui confronte singulier et pluriel, la question invite à s'interroger sur la complexité de la définition de la République en France (un régime politique et son fonctionnement mais aussi, des valeurs, un imaginaire) et sur la singularité de son histoire depuis 1870 dont l'un des caractères les plus remarquables est la succession de trois républiques en moins d'un siècle.

S'interroger sur la République conduit à analyser la spécificité de la culture républicaine mise en place par la IIIe République dont les valeurs sont toujours vivantes aujourd'hui. Les dernières décennies du XIXe siècle donnent en effet naissance à une version renouvelée de l'idée républicaine, à un nouvel âge politique, celui de la démocratie contemporaine.

Il s'agit de comprendre pourquoi trois républiques se sont succédé depuis 1870. La République n'est pas un modèle statique. Elle a été l'objet de débats et de compromis entre les forces politiques et sociales. En outre, elle a été confrontée aux aléas des conflits extérieurs (guerres mondiales, guerres de décolonisation). **On réfléchira donc à l'importance des moments de refondation.**

SUPPORTS D'ETUDES

Les trois études sont consacrées à ces moments de refondation.
L'enracinement de la culture républicaine dans les décennies 1880 et 1890

[...] **L'étude s'intéresse en effet à l'enracinement de la culture républicaine**, c'est à dire du processus d'adhésion de la majorité des Français et des forces politiques au régime républicain.

[...]

1958-1962, une nouvelle république

La dernière étude est centrée sur les quatre premières années de la Ve République. Elles forment une période charnière marquée par une rupture avec le modèle de la IVe République tout en annonçant par bien des traits les évolutions postérieures. Dans cette optique, il s'agit de s'interroger sur **l'ampleur du changement introduit par la crise du 13 mai**. A l'encontre de la tradition républicaine, la nouvelle constitution rompt avec la domination du législatif et ménage un équilibre entre pouvoir du président et logique parlementaire. Plus encore que le texte constitutionnel, c'est la pratique des institutions par de Gaulle qui caractérise le changement de république. **L'étude invite ainsi à une réflexion plus globale sur les conditions d'adoption des textes constitutionnels des trois républiques et sur l'écart entre la lettre de la constitution et sa mise en application.**

Document D : Pascal Gauchy, « L'histoire politique contemporaine, essai bibliographique », in Jean-François Sirinelli, Pascal Gauchy, Claude Gauvard (dir.), *Les historiens français à l'œuvre, 1995-2010*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p. 199-204.

Le souci pour les acteurs permit d'affiner la recherche et de mieux comprendre l'avènement et l'évolution non seulement de groupes politiques, mais également de communautés de pensées et de valeurs. L'étude par générations, l'intérêt pour les temps de formation, la question des entourages et des groupes d'influences montrent les modalités de ce passage nécessaire du particulier au collectif propre à la fabrication du politique. Il y a, là encore, un vaste domaine pour la recherche en histoire politique.

Comprendre ce mouvement complexe impose de renouer, au préalable, les fils entre les acteurs tout d'abord, fussent-ils simples électeurs ou éloignés par choix ou par la loi de la chose politique ; les valeurs ensuite, qui soudent un groupe à un moment donné ou font converger des individus, parfois indépendamment de leur milieu social ; les institutions auxquelles on se réfère que l'on rejette, attitudes oscillant entre la légalité et la légitimité ; les symboles et les rites enfin, qui rassemblent et identifient alliés ou adversaires en fonction des représentations que chacun reçoit en héritage ou se fabrique dans les circonstances données. Cette tunique, qui n'est pas celle de Nessus, les historiens ont cherché à lui donner un nom. Dans le sillage d'un Claude Nicolet, la culture politique s'imposa comme notion globale, embrassant à la fois les comportements politiques, les doctrines, les représentations, la fabrique de l'opinion et ses manifestations comme ses supports. L'ensemble ainsi offert à la recherche est vaste mais, surtout, sa périphérie élargie permet de toucher des domaines extrêmement variés, allant du sentiment religieux à la mise en spectacle du sport. [...]

Il semble désormais assuré que l'un des principaux acquis de l'histoire politique contemporaine et d'avoir révisé assez largement les bornes chronologiques. D'une certaine manière, les guerres (civiles ou extérieures) semblent précipiter des processus plus longs, dont les aspects politiques ne sont pas les produits superficiels mais participent bien à la maturation. L'histoire politique est en phase de réconciliation avec le temps long.

Cette dilatation n'est pas sans rapport avec l'évolution du front pionnier du temps proche qui prend acte de la fin de la guerre froide et s'appesantit, dans le cas français, sur des périodes dont la guerre sort peu à peu des préoccupations immédiates.

Toutefois, il ne faudrait pas que ce changement de focale fasse sous-estimer l'apport encore fécond de la recherche sur des moments plus brefs. L'événement, comme marqueur du récit historique et qui permet de donner un sens à des phénomènes plus amples, reste nécessaire. [...]

Au terme de ce rapide inventaire, on ne pourra que se féliciter de l'abondante production en histoire politique contemporaine. Elle traduit l'excellente moisson de la récolte semée par la génération précédente dans l'étude des forces politiques et le rapport au suffrage. Elles montrent également le recentrage qui s'est opéré sur quelques thèmes forts, comme le rôle et l'évolution de l'État, la tension entre légalité et légitimité, les mécanismes de prise de décision. Le périmètre s'est donc considérablement élargi, courant le risque, peut-être, d'une dilution de l'objet.

Document E : Luc Rouban, *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, Paris, La documentation française, 2018, p.187-193.

La démocratie représentative fait aujourd’hui l’objet d’une profonde remise en cause, alimentée en Europe notamment par la montée en puissance dans les urnes de forces politiques populistes, y compris dans des pays qui, comme l’Allemagne, ont été préservés jusque-là. Mais au-delà des évolutions électoralles, on assiste plus largement au développement d’une culture politique autoritaire, qui s’incarne dans des dirigeants comme Donald Trump aux États-Unis. Ces signes indiquent qu’une époque est révolue, celle de la « fin de l’histoire » (Francis Fukuyama, *La fin de l’histoire et le dernier homme*, 1992), censée voir se développer partout, dans le cas d’une mondialisation heureuse, des démocraties libérales consensuelles, l’économie de marché, la fin des dictatures et de la guerre, le triomphe de la raison. Ce monde est précisément celui que les populistes considèrent comme élitaire et dominé par des oligarchies surdiplômées et corrompues. Ils appellent de leurs voeux un recours direct au peuple, en particulier par le référendum. Ils dénoncent la menace que fait peser la mondialisation ou l’Union européenne sur les cultures nationales comme sur les emplois.

Mais cette remise en cause de la représentation s’explique également par la montée en force d’un sentiment de dépossession politique, les décisions qui s’imposent aux citoyens étant de plus en plus perçues comme le résultat de procédures complexes, difficiles à déchiffrer, tant à l’échelle nationale qu’européenne. La démocratie de proximité, qui repose sur une inter-connaissance des électeurs et de leurs élus locaux ou de leurs dirigeants, semble constituer un modèle de plus en plus prisé. Les phénomènes centrifuges de démantèlement des États-nations se sont ainsi accélérés, de la Catalogne en Espagne aux revendications autonomistes voire nationalistes en Corse. A l’inverse, on observe une contestation croissante d’un fonctionnement démocratique se limitant à confier un blan-seing à des représentants libres de leur choix et peu enclins à rendre des comptes, une fois élus. [...]

En France, la question se pose de savoir s’il faut réformer la Constitution de 1958 et dans quel sens. La réflexion sur la démocratie représentative repose cependant très largement sur un diagnostic erroné. Il est vrai que la professionnalisation des élus a donné naissance à une véritable oligarchie politique, au niveau local et national. Cette évolution n’a été que légèrement infléchie lors des élections législatives de 2017 [...].

La défiance des citoyens à l’égard du monde politique en général s’est davantage nourrie d’un phénomène plus profond de personnalisation des relations de pouvoir et d’une fragmentation de l’espace public par la multiplication de communautés de toutes sortes, qu’elles soient économiques, religieuses ou culturelles, s’enfermant dans leur entre-soi et leur réseaux sociaux. C’est bien cette privatisation des mécanismes démocratiques qui a pour conséquence la défiance des moins diplômés et de tous ceux qui n’ont pas les clés pour comprendre et, *a fortiori*, pesé sur un système politique jugé opaque et fermé. C’est aussi cette fragmentation de la société qui suscite, lors de tragédies comme les attentats terroristes 2015, un désir de communion nationale et qui explique en partie le développement des thèses populistes.